

**ARRETE TEMPORAIRE REGLEMENTANT LA
CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
Commune PONSAS**

Le Maire de PONSAS (Drôme),

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6-1 ;

VU le code de la route et notamment les articles R. 110-1, R. 110-2, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28 et R. 412-26 à R. 412-28 ;

VU le code de la voirie routière et notamment les articles L.113-1 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 4e partie – signalisation de prescription absolue – approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992 ;

Vu la demande présentée le 14 février 2024 par l'entreprise SUBTERRA, représentée par M Luc CLEMENTE, pour des travaux de réhabilitation, sans tranchée, du réseau d'eaux usées, situés RD 500, route des Potiers, en agglomération, commune de PONSAS.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de la réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Afin de permettre aux entreprises SUBTERRA, située 36 route de Villeneuve 31120 PORTET SUR GARONNE et RESOLOGY, située 6 rue Alfred Sauvy 31270 CUGNAUX, ainsi que CHAPON TP, située ZA du Guimand 26 120 MALISSARD, RAMPA TP Parc Industriel Rhône Vallée Nord 07250 POUZIN ,d'effectuer des travaux de réhabilitation, sans tranchée, du réseau d'eaux usées, **le stationnement et la circulation de tous véhicules dans les zones délimitées par les entreprises, seront réglementés comme suit :**

Du jeudi 29 février 2024 au vendredi 15 mars 2024 inclus :

RD500 Route des Potiers, en agglomération de Ponsas :

• **Du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00 :**

- Circulation alternée par feux tricolores,
- Dépassement interdit,
- Stationnement interdit des deux côtés de la voie ainsi qu'au niveau des regards d'eaux usées (autorisé aux véhicules de l'entreprise),
- Obligation de laisser passer les piétons et de les protéger,
- Chantier interdit au public.

Toutefois, en fonction de l'emplacement de certains regards d'eaux usées, la circulation pourra être interdite dans les deux sens, y compris aux véhicules de secours, d'incendie et des forces de l'ordre.

Dans ce cas la route sera barrée et une déviation sera mise en place dans les rues du village.

Voies communales :

- Limitation de la vitesse à 30 km/h.
- Seuls les véhicules de moins de 3.5 tonnes pourront circuler.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire sera mise en place par les soins et à la charge du demandeur chargé de l'exécution des travaux. Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom et numéro de téléphone de la personne chargée de ces interventions sont :
M Luc CLEMENTE : 06 27 34 72 45.

ARTICLE 3 : L'entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable de tous les accidents qui pourraient être le fait de son chantier. Sa responsabilité sera substituée à celle de l'administration dans le cas où cette dernière serait recherchée.

ARTICLE 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois en vigueur. Afin de préserver la sécurité des piétons et des biens, tout véhicule irrégulièrement stationné, dans la zone réglementée par le présent arrêté et gênant le chantier ou présentant un risque pourra être mis en fourrière. Les frais afférents à l'enlèvement des véhicules, ainsi que les frais de garde des véhicules mis en fourrière seront à la charge des propriétaires.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté entrera immédiatement en vigueur dès que les formalités de notifications ou de publications nécessaires auront été effectuées et lorsque la signalisation réglementaire sera mise en place.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble, dans le délai de deux mois suivant sa publication. Il peut être aussi saisi sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- Mme la Présidente du Conseil Départemental de la Drôme,
- Mme le Maire de Ponsas,
- Groupement de Gendarmerie de Saint-Vallier,
- Direction du Service Départemental Incendie et Secours de la Drôme,
- Centre Technique Départemental, service des routes, St-Vallier,
- L'entreprise SUBTERRA,
- L'entreprise RESOLOGY.

Fait à Ponsas le 29 février 2024

Le Maire,
Marie-Christine PROT

Acte rendu exécutoire après : .Affichage en mairie le Notification au pétitionnaire le
--

